

# Le pacte enseignant : une entourloupe au service des immigrés



Quod derrière le « pacte enseignant » proposé (...) par PAP N'DIAYE ?

S'agit-il réellement d'un « pacte » ou y aurait-il erreur sur l'« emballage » ?

Ce « pacte » est censé, comme son nom l'indique, résulter d'un accord conclu entre les directeurs d'école, les chefs d'établissement et les « enseignants » sur la base du volontariat

- soit pour effectuer des missions nouvelles,
- soit pour s'investir davantage.

Néanmoins, il est bien précisé que certaines missions doivent impérativement être couvertes, que des « planchers » seront définis, en d'autres termes, s'il n'y a pas suffisamment de volontaires, le système en fabriquera !

Il s'agira donc d'un volontariat obligé pour faire « avaler » la politique éducative assassine du gouvernement, d'autant que la plupart de ces missions ne viennent pas se superposer aux missions habituelles mais font partie des obligations de service, et cette prétention au « volontariat » est destinée à nous laisser à penser, au contraire, que les enseignants ont la liberté de choix.

En réalité...

### **Quelles sont ces missions ?**

Il y a lieu de s'attarder sur la différenciation des missions dont il est question:

- . soit nouvelles ,
- . soit nécessitant davantage d'investissement

C'est précisément là qu'apparaissent les deux politiques éducatives menées parallèlement par le ministère, bien que PAP N'DIAYE, très habilement, fasse un mixage des objectifs et des moyens des deux types de missions pour « noyer le poisson »...

En réalité...

### **Les missions nouvelles**

En fait de missions nouvelles, il s'agit tout simplement d'achever la mise en œuvre de la réforme révolutionnaire de « refondation de l'école » pour nos enfants qui met fin à la mission d'enseignement du professeur qui transmet le savoir, les cours disparaissant pour faire place à des activités basées sur l'endoctrinement aux valeurs dites de la République (égalité sous toutes ses formes : sexe, race...), écologisme... missions nouvelles pour lesquelles les professeurs – les vrais – n'ont que très peu – voire pas du tout – d'appétence, ce qui explique non seulement un niveau de démissions jamais atteint mais aussi le peu de « vocations » pour ceux qui

voudraient réellement enseigner.

Les missions nouvelles, c'est pour nos enfants et sont recrutés pour eux du personnel sans qualification, formaté ensuite par le système.

### **Missions destinées à s'investir davantage**

Les missions pour lesquelles il s'agit de « *s'investir davantage* » sont destinées à la « *réussite des élèves* » et quand il est question de « *réussite des élèves* », ce n'est plus des nôtres dont il s'agit, puisque sans cours, sans obligation de résultat, la réussite est pour tous puisqu'elle n'est pour personne : tout le monde reste en bas !

Et quand dans ce « pacte », il est question de « **garantir l'exercice de missions prioritaires partout sur le territoire** », il faut savoir que les « *missions – dites – prioritaires* » ce sont les missions réservées aux élèves issus de l'immigration dans les structures d'excellence des « Quartiers de la Politique de la Ville » ( e que Blanquer appelait les « élèves en QPV »).

Autrement dit, s'il manque de professeurs – des vrais – pour enseigner dans ces structures, les « volontaires » y seront obligatoirement mutés car il ne faut surtout pas que ces enfants-là manquent de quoi que ce soit !

Ces missions sont garanties !

Les mots ont un sens : ils sont prioritaires !

**Mise en œuvre du pacte :**

**La « pochette (mauvaise) surprise »**

Pour tromper le « volontaire », il est proposé (sic) un « *panel de missions* » dans le même paquetage, autrement dit, une diversité de missions « *pour permettre une adhésion*

*large* » (*sic*), et ce n'est qu'une fois le pacte signé, que « **le chef d'établissement et l'enseignant déterminent les missions à exercer** » sur une année scolaire renouvelable ; en réalité ce sera bien évidemment le chef d'établissement qui décidera...

Autrement dit, pour appâter le « volontaire », la mission qui sera à exercer n'est pas définie précisément mais noyée dans un ensemble de missions possibles, et ce n'est qu'une fois le poisson pris dans les mailles du filet que lui sera dit : « voilà ce que vous aurez à faire » et il sera ainsi contraint de faire ce qu'il n'aurait pas voulu faire !

C'est ainsi que l'enseignant se trouvera prisonnier du pacte qu'il a signé et c'est le moyen le plus sûr de diriger les professeurs – les vrais – vers les structures d'excellence destinées aux élèves issus de l'immigration pour nourrir et garantir cette politique assassine de notre identité. Là est le véritable objectif de ce faux pacte.

D'ailleurs...

### **En ce qui concerne les professeurs des écoles**

Il est stipulé qu'« *ils pourront spécifiquement être concernés par les dispositifs des 'vacances apprenantes' et de 'l'école ouverte'... et 'par l'accompagnement des enseignants dans l'école inclusive'* ».

Or, ces dispositifs concernent uniquement les élèves « en QPV » (quartiers de la politique de la ville), les « vacances apprenantes » – dont « l'école ouverte » – consistant en un renforcement scolaire et des activités sportives et culturelles pendant les vacances scolaires « *en priorité (en réalité uniquement) pour les enfants et jeunes scolarisés domiciliés dans les QPV ou en zones rurales, issus de familles isolées ou monoparentales ou en situation socio-économique précaires* », l'école inclusive, quant à elle, visant à « *assurer une scolarisation de qualité pour tous les élèves de*

*la maternelle au lycée... ».*

Les professeurs des écoles – les vrais – seront donc les « faux volontaires » du « pacte » pour enseigner dans les quartiers de la politique de la ville.

### **En ce qui concerne les professeurs de collèges et lycées**

Le « pacte » comprend des missions de remplacement de courte durée et des sessions de consolidation ou d'approfondissement en 6ème – cela ne peut donc pas être pour nos enfants – autrement dit, ce sont également les « faux volontaires » du « pacte mais les vrais professeurs des collèges et des lycées qui seront contraints d'aller enseigner... aux « élèves en QPV ».

### **En ce qui concerne les professeurs des 1er et 2<sup>nd</sup> degré**

Des missions communes au 1er et au 2<sup>nd</sup> degré : coordination intervention dans des « projets innovants » issus du conseil national de la refondation, tutorat mentorat des nouveaux professeurs, missions de coordination... autrement dit, ces « projets innovants » propres à la « refondation de l'école » basée sur des activités et non plus sur des cours... c'est pour nos enfants et ils se feront avec le personnel qui restera ... ou pas !

### **Rétributions**

Pour faire « mordre à l'hameçon », il est envisagé une revalorisation moyenne de 10 % en plus de ce qui est appelé la revalorisation « socle » de 10 % – attribuée sans conditions – au personnel « enseignant », ce qui représente, selon le ministre en moyenne +3650 euros par an.

300 millions d'euros sont d'ailleurs prévus pour le « pacte » sur le quinquennat en 2023.

Quand on aime, on ne compte pas !

## **Conclusion**

En réalité, ce prétendu « pacte » est tout simplement destiné à achever la mise en œuvre de la politique éducative destructrice de l'institution scolaire pour nos enfants et donner le moyen au gouvernement de renforcer la politique d'excellence en faveur d'un nombre de plus en plus important d'élèves issus de l'immigration en contraignant, sous couvert d'un faux « volontariat » et brandissant la « carotte » d'une rémunération supplémentaire, les bons professeurs excédés par l'effondrement de l'école de nos enfants vers les structures d'excellence destinées aux « élèves en QPV » et laisser pour nos enfants ceux qui voudront bien se présenter et dont il ne sera pas fait obligation de diplômes puisque leur rôle se bornera à les accompagner dans leurs projets basés sur des activités.

Les syndicats font semblant de protester et mais contre-sens contre ce « pacte », comme d'habitude, prétendant considérer qu'ils s'agirait de missions complémentaires aux obligations de service. Ils savent parfaitement qu'il s'agit de renforcer une politique pour laquelle ils n'ont, en réalité, jamais manifesté leur désaccord.

**Claude Meunier-Berthelot**